

LES CHIFFRES DU MOIS

41

41 organisations de la société civile birmane demandent l'abrogation de nouvelles dispositions insérées dans la loi relative à la gestion des terres considérées comme inoccupées ou en friche. 50 millions d'hectares, soit environ un tiers de la superficie du pays, sont concernés par cette réforme. Des millions de paysans risquent d'être dépossédés de leurs terres, dénonce la société civile.



17

Une délégation de 17 entreprises françaises conduite par l'Ambassade de France s'est rendue à Taunggyi dans l'état Shan, en quête de nouvelles opportunités économiques. Les secteurs de la construction, de l'énergie, de l'hôtellerie, de la santé, de l'ingénierie, des services aérospatiaux et de la sécurité étaient représentés. EDF dirige d'ores et déjà un consortium pour la construction du barrage hydroélectrique de Shweli 3.

1166

Selon la représentante spéciale du Secrétaire Général de l'ONU sur les enfants impactés par les conflits armés, 1166 violations graves des droits humains à l'encontre d'enfants ont été rapportées dans le nord de l'état d'Arakan entre le 1er juillet 2017 et le 31 août 2018. Lors de sa visite en Birmanie, elle a souligné la nécessité de faire rendre des comptes aux auteurs de tous ces crimes, encore sous-documentés.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Les autorités en quête d'investisseurs

Pour remédier à la baisse considérable des investissements étrangers occidentaux depuis la crise Rohingya de 2017, la Birmanie se tourne vers les Etats membres de l'ASEAN, tandis que la Chine demeure le premier investisseur dans le pays. Les Etats membres de l'ASEAN ont en commun avec la Chine d'être moins regardants sur la situation des droits humains et représentent aujourd'hui 45 % des investissements en Birmanie (Singapour et la Thaïlande en tête). A l'occasion d'un sommet de l'ASEAN à Singapour le 2 novembre, Aung San Suu Kyi a réitéré son appel aux investisseurs de la sous-région. La Birmanie n'en demeure pas moins, selon un indice de la Banque Mondiale, le pays de l'ASEAN le moins propice aux investissements. L'enjeu est de taille, puisque la formation d'un nouveau Ministère de l'investissement et des échanges commerciaux étrangers vient d'être approuvée par le Parlement birman. Une réforme récente permet aux banques étrangères implantées dans le pays de prêter de l'argent à des entreprises locales et aux étrangers de détenir jusqu'à 35% des parts d'une société birmane.



Processus de paix : la KNU annonce son retrait temporaire

Ce mois-ci, l'Union Nationale Karen (KNU), l'une des organisations ethniques armées les plus puissantes du pays, a décidé de suspendre temporairement sa participation au processus de paix. Elle a, dans le même temps, marqué sa volonté de poursuivre la discussion dans le cadre de négociations informelles. Cette décision s'inscrit dans un contexte de plus en plus critique pour le processus de paix, dont les blocages sont régulièrement soulignés. Elle met en lumière les profondes divergences entre les différents acteurs au sujet de l'Accord de cessez-le-feu national de 2015. La KNU critique le fait que l'armée et le gouvernement civil mettent en avant la « non-sécession » et l'intégration dans une armée unique comme pré-conditions aux discussions, alors même que celles-ci ne figurent pas dans l'Accord. C'est un point majeur de blocage avec les organisations armées ethniques signataires. La KNU rappelle la finalité de l'élaboration d'un état fédéral démocratique dans l'égalité et le respect du droit à l'auto-détermination au terme d'un dialogue politique. Les pré-conditions unilatéralement définies par l'armée et le gouvernement entravent ce dialogue politique, que beaucoup voient comme étant biaisé à la source. La KNU souligne le fait que l'exclusion des organisations armées ethniques qui ne sont pas signataires de l'accord de 2015 est un autre facteur de blocage.

Elections législatives partielles : la Ligue nationale pour la démocratie (LND) en recul

Treize mandats étaient en jeu lors des élections législatives partielles qui se sont déroulées le 3 novembre. Le parti d'Aung Saun Suu Kyi a remporté sept sièges sur treize ; il en a perdu quatre de ceux qu'il avait remporté en 2015. La LND a ainsi remporté des sièges dans les circonscriptions de Rangoun, Mandalay, dans les régions de Bago et de Magwe et dans l'état Chin. Elle a perdu trois sièges à Rangoun, dans l'état Kachin et dans la région de Sagaing et un quatrième dans l'état Chin. Dans les états Shan et d'Arakan, des partis ethniques ont remporté les élections. Ces résultats sont, dans leur ensemble, interprétés comme un désaveu de la part des minorités ethniques du pays. Le mécontentement au sujet de la situation économique et de l'augmentation des prix augmente par ailleurs. Pour le porte-parole de la LND, ces résultats appellent à des réformes profondes. La LND ne peut plus tenir un soutien populaire massif pour acquis dans la perspective des prochaines échéances électorales de 2020, même si la plupart des observateurs s'accordent aujourd'hui pour lui prédire une majorité relative.

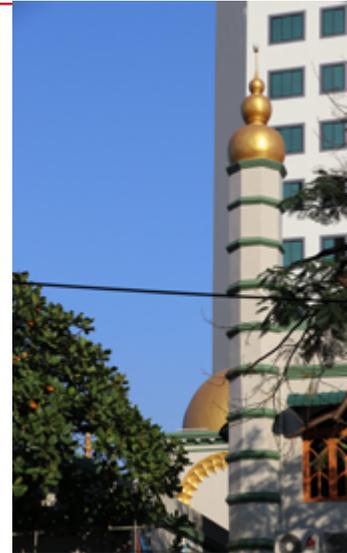
Etat d'Arakan : manifestation de la société civile pour le contrôle des ressources naturelles

L'état d'Arakan dispose de ressources naturelles très stratégiques, en particulier de gaz et de pétrole, qui ne profitent pas aux populations locales. Le 27 novembre, plus de mille personnes ont manifesté dans le township de Kyaukphyu pour exiger que l'état d'Arakan puisse disposer de ses terres et de ses ressources naturelles et décider des projets de développement à mener sur son territoire afin qu'ils bénéficient aux populations. Le 25 novembre, L'Arakan Natural Resources and Environmental Network (ANREN), un regroupement d'une trentaine d'organisations de la société civile Rakhine, a adressé une lettre ouverte à Win Myint, le Président birman, pour demander la suspension des projets de développement dans l'état d'Arakan, en particulier celui de la zone économique spéciale (ZES) de Kyaukphyu, jusqu'à ce que la Constitution du pays soit modifiée. Celle-ci prévoit en effet que le gouvernement central détient les terres et les ressources naturelles du pays. La lettre ouverte demande également la suspension de l'exploitation de deux réserves de gaz offshore tant que le pays ne parvient pas à un état de paix. Le gouvernement birman vient de signer un accord avec une entreprise d'Etat chinoise pour le développement de la ZES controversée de Kyaukphyu.



La société civile se mobilise contre les discours de haine et la propagande

La propagande anti-Rohingya et anti-musulmans bat son plein et continue d'inquiéter la société civile birmane mobilisée dans la défense des droits humains, qui fait état d'un climat nationaliste et xénophobe qui ne va qu'en grandissant, cautionné au plus haut niveau. A ce jour, les autorités birmanes n'ont pris aucune mesure pour lutter contre les discours de haine. Pour pallier à cette absence d'initiative politique, plusieurs organisations de la société civile mènent des actions de formation à destination des citoyens et de la jeunesse pour les sensibiliser à la manière dont les réseaux sociaux sont utilisés pour les désinformer. Des contre-discours sont aussi publiés sur Facebook pour tenter de proposer une véritable information face à des allégations mensongères. La tâche est immense et les moyens sont loin d'être à la hauteur des enjeux, mais chaque personne touchée par ces initiatives et transformée dans son rapport à l'information représente l'espoir d'une société réconciliée avec sa diversité.



Des représentants de la société civile Kachin demandent l'abrogation de la loi sur les associations illégales

Dans l'état Kachin, les personnes qui tentent de venir en aide aux populations déplacées sont susceptibles à tout moment d'être interpellées au nom de l'article 17 (1) de la loi sur les associations illégales (Unlawful Association Act). Des membres de la Kachin Baptist Convention, qui apporte une aide humanitaire, ont été interpellés par l'armée à proximité du camp de déplacés de Nam Sang Yan, au motif de leurs liens supposés avec la KIA (Kachin Independence Army), avant d'être libérés quelques jours plus tard à l'issue d'une forte mobilisation de soutien. Kachin Women Peace Network dénonce les violations des droits humains que constituent ces arrestations, utilisées comme une arme à l'encontre d'individus et d'organisations qui tentent simplement d'aider les personnes déplacées par les conflits. Des représentants de la société civile Kachin demandent l'abrogation de cette loi et insistent sur l'effet dévastateur de son utilisation à l'encontre de la population civile.

LES FOCUS DU MOIS

Le rapatriement des Rohingya reporté

Ce mois de novembre a été marqué par l'annonce, puis le report, du rapatriement programmé des Rohingya exilés au Bangladesh. Nous avons relayé l'appel des 42 acteurs humanitaires, exceptionnelle par son ampleur, visant à empêcher la mise en œuvre de ce projet. Les enquêteurs de l'ONU ont rappelé le « haut risque de persécutions » auxquels les Rohingya sont exposés en Birmanie.

Dans les camps du Bangladesh, l'annonce de ce rapatriement par les autorités bangladaises et birmanes, a suscité de très fortes craintes. Des Rohingya ont fui les camps lorsqu'ils ont appris que leur nom figurait sur les listes. Celles-ci ont été établies sans leur consultation préalable et sans que le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) ait été associé. Certains ont fait savoir qu'ils préféreraient mourir dans les camps du plutôt que de rentrer en Birmanie. Des cas de tentatives de suicide de Rohingya figurant sur les listes ont été rapportés.

Face à l'ampleur de ces réactions et de la mobilisation internationale, les autorités bangladaises ont sollicité le HCR pour qu'il s'assure du caractère volontaire de chaque retour de Rohingya en Birmanie. Le HCR a fait savoir qu'il n'envisageait pas le retour des Rohingya dans les conditions actuelles. Le rapatriement programmé a été reporté.

La manière dont ce rapatriement a été annoncé, puis stoppé, montre malheureusement qu'il s'agit de communication politique de la part des autorités des deux côtés de la frontière. Tous ces événements s'inscrivent dans un contexte d'échéances électorales pour le Bangladesh et de pressions internationales pour la Birmanie.

Du côté bangladais, les autorités affichaient que les retours seraient volontaires, alors même que des officiels bangladais exerçaient de fortes pressions sur les Rohingya figurant sur les listes - établies sans transparence - pour qu'ils rentrent en Birmanie. Avec les élections prévues le 30 décembre prochain, toute décision sur le rapatriement ou la relocalisation des Rohingya sur le site controversé de Bhashan Char est désormais vraisemblablement reportée à 2019.

Du côté birman, les autorités accusent le Bangladesh d'être responsable du report du rapatriement et déclarent qu'elles sont prêtes à accueillir les personnes volontaires au retour depuis janvier dernier. Mais la communication officielle, dans ses aspects de propagande, n'est guère encourageante.

Le Ministre des affaires sociales et de la réinstallation a affirmé que les Rohingya au Bangladesh étaient en réalité empêchés de rentrer, allant jusqu'à déclarer que des candidats au retour auraient été torturés, voire tués, par l'Arakan Rohingya Salvation Army (ARSA). Un narratif très éloigné des informations dont dispose la communauté internationale.

Le porte-parole du gouvernement a par ailleurs accusé les ONG internationales d'empêcher le retour des Rohingya afin de pouvoir continuer leur « business », selon ses termes.

Ces accusations inquiétantes s'inscrivent dans un discours de plus en plus hostile à l'endroit des ONG internationales en Birmanie, rapporté par des membres de la société civile birmane.

U Aye Lwin, ancien membre de la Commission Kofi Annan, pointe plus justement le fond du problème. Il souligne que les autorités birmanes doivent fournir des garanties aux Rohingya, de sécurité notamment, pour qu'ils puissent rentrer sans craintes.

Malheureusement, le contexte reste au déni des crimes documentés par les enquêteurs de l'ONU et la situation des quelque 128 000 Rohingya qui se trouvent encore dans des camps de déplacés dans l'état d'Arakan, camps dont la fermeture a été annoncée, reste très préoccupante.

Le 18 novembre, quatre Rohingya ont été blessés par des tirs de la police birmane dans le camp de Ah Nauk Ye, situé près de Sittwe, dans le cadre d'une opération qui ciblait des personnes suspectées de liens avec une tentative de départ en bateau.

Ces dernières semaines ont en effet été marquées par la médiatisation de nouvelles tentatives d'exode des Rohingya par la mer, avec la fin de la mousson. Selon l'ONG Arakan Project, une dizaine de bateaux ont quitté la Birmanie depuis la mi-octobre.

Les 106 Rohingya interpellés à bord d'un bateau au large de Rangoun le 16 novembre ont été présentés par les autorités birmanes comme des migrants illégaux cherchant à s'installer dans la ville. Face à cette désinformation, des membres de la société civile birmane ont publié un contre-narratif sur les réseaux sociaux pour expliquer la véritable nature de leur exode, ce qui leur a valu de nombreux messages hostiles et haineux.

Rien n'a donc changé pour les Rohingya demeurés en Birmanie et ces derniers, privés de tout droit, continuent de fuir le pays.

Notre communiqué du 13 novembre : "Rapatriement des Rohingya : vives inquiétudes et forte mobilisation des acteurs humanitaires"

La société civile entend peser... sur la politique énergétique du pays

Une conférence inédite, co-organisée par Earth Rights International, s'est déroulée à Rangoun les 15 et 16 novembre. Quatorze membres de la société civile issus de l'ensemble du pays et représentants chaque état et région, se sont réunis dans le but de peser sur la politique énergétique du gouvernement. Pour la première fois, la société civile était l'acteur clé des débats, tout en invitant des experts venus partager leurs connaissances. Les « *anti-charbon, les anti-hydroélectrique et les pro-énergies renouvelables sont rassemblés pour parler d'une même voix pour peser sur le programme énergie du pays et répondre aux défis posés par le changement climatique* ».



La Birmanie compte en effet parmi les trois pays au monde les plus exposés aux conséquences du changement climatique, selon le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Le pays a ratifié les Accords de Paris et doit en même temps répondre à des enjeux de développement multiples. Comment se développer et assurer un accès à l'énergie pour tous, tout en respectant ses engagements climatiques ? Les organisateurs de cette conférence déplorent le manque de capacités du gouvernement sur ces questions. Et identifient de nombreux problèmes : le gaz et le pétrole sont des produits d'exportation, le pays n'a pas encore la capacité de développer un programme sur les énergies renouvelables à grande échelle, le programme énergétique national se focalise sur les projets à charbon et sur l'hydro-électrique.

Grâce à la mobilisation de la société civile, les projets à charbon, décriés pour leurs impacts environnementaux, ont été suspendus à travers le pays. La société civile doit cependant rester vigilante, car il n'y a pas de moratoire officiel. Elle craint un retour à ces projets, dès lors que le gouvernement ne parviendrait pas à développer des alternatives.

Pour les autorités, l'énergie hydro-électrique est une énergie propre. Mais des acteurs de la société civile, appuyés par des experts, soulignent qu'il n'en est rien en raison de ses impacts environnementaux et humains. Des représentants de la société civile qui mènent leurs actions dans des zones de conflit actif ont également pu aborder la question sensible du lien entre conflit et énergie.

Un premier projet-pilote à grande échelle en matière d'énergie solaire doit bientôt débiter, porté par une entreprise du secteur privé. Ce projet représente un espoir considérable en vue de développer des alternatives, appuyées par la société civile.

A l'issue d'une conférence de presse, cette nouvelle plateforme de la société civile a remis ses recommandations aux autorités présentes venues la rencontrer. Jusqu'à présent, la société civile n'avait pas été consultée. Elle compte désormais peser dans le débat et participer à la définition de la politique énergétique du pays.